

CITOYENS Militants

LE MRC,
UNE BOUSSOLE REPUBLICAINE
POUR LA GAUCHE ET POUR LA FRANCE



EDITO

Les élections européennes sont derrière nous. Le MRC a appelé au boycott, convaincu que cette élection ne permettra pas de changer l'Europe, comme en témoignent les résultats en France et en Europe. Le MRC a fait entendre sa voix pendant la campagne. À l'issue de ce scrutin, aucune leçon n'a pourtant été tirée par les partis de la majorité comme de l'opposition. Le FN est arrivé en tête sans que cela ne provoque d'autre réaction qu'un constat de « séisme » ou encore de « choc » pour la gauche qui se refuse à toute analyse critique. Les actes pour la croissance et l'emploi ne suivent pas, la réorientation de la construction européenne n'est toujours pas au rendez-vous.

Les politiques austéritaires imposées par la Commission continuent en effet de faire loi : programme de stabilité, règle dogmatique des 3%, etc. ; l'omniprésence du triple B - Bruxelles, Berlin, Bercy - continue ses ravages sans tenir compte de l'avis des peuples, comme il le fait depuis le déni de démocratie décidé après le référendum de 2005. Nous avons, au Parlement, porté nos critiques : le 29 avril dernier, nous avons été les seuls parlementaires de la majorité à voter contre le programme de stabilité qui n'est que le résultat des différents traités européens et promet un horizon fait de baisse des dépenses de l'Etat au détriment de la croissance et, trop souvent, de la qualité de notre service public. Il est maintenant impératif de porter, à l'échelle européenne, un bouleversement profond de la construction européenne. Comme l'a rappelé Jean-Pierre Chevènement sur Public Sénat au lendemain des européennes, « ce qui a été sanctionné, c'est une suite de choix erronés de l'ensemble de nos dirigeants depuis 20 ans. » Il faut aujourd'hui que la gauche trouve la force de s'élever contre ces choix, tous identiques depuis trop longtemps et basés sur cette pensée unique de la seule politique possible.



Comment dès lors s'étonner du score du Front national qui prospère sur le terreau de la crise et qui est le résultat d'une gauche qui a oublié de s'adresser au peuple ? Nos concitoyens attendent aujourd'hui une direction qui réponde aux insécurités qu'ils ressentent quotidiennement : chômage, difficultés financières, repli identitaire et culturel.

La réorientation radicale de la « construction européenne » devra être portée avec d'autant plus d'ardeur que les mois à venir annoncent l'arrivée du traité de libre-échange transatlantique, prochaine épreuve pour la France et l'Europe. Je suis intervenu récemment à l'Assemblée nationale pour mettre en garde contre les négociations menées en cachette des peuples et rappeler notre attachement à la sauvegarde de l'intérêt de la France et à notre souveraineté.

Le Mouvement Républicain et Citoyen est actif. Ainsi, nous avons proposé d'autres solutions que l'horizon austéritaire que nous dessine la Commission européenne. Vous trouverez dans ce *Citoyens militants* une synthèse de notre contre-projet au pacte de responsabilité. Nous avons également porté une autre vision pour la réforme territoriale qui n'aboutisse pas à un démantèlement de l'Etat-nation. Nous aurons enfin la tâche, lors de notre Université de rentrée les 19, 20 et 21 septembre prochain à Caen, de continuer à approfondir nos analyses pour présenter un projet de sursaut républicain. Vous trouverez dans ces pages le programme de nos travaux auxquels je vous invite à participer et à vous inscrire dès maintenant.

Jean - Luc Laurent,
Président du MRC

La crise politique qui vient

Un avant un après

par Bastien Faudot

Les élections municipales des 23 et 30 mars derniers et les élections européennes du 25 mai ont été une sanction sans précédent pour le gouvernement. En effet, dans un premier mouvement, le renouvellement des équipes municipales a conduit à la perte de plus de 150 villes de plus de 10.000 habitants pour la gauche. Les européennes sont venues amplifier ce phénomène avec le score le plus faible jamais enregistré par le parti socialiste : 13,98%, en dessous du score de Michel Rocard en 1994 dans une élection européenne qui venait sanctionner la fin d'un long règne où se mêlaient renoncements, climat des affaires, usure du pouvoir.

Cette séquence électorale de 2014 marque un tournant dans le mandat du président de la République : la confiance des citoyens n'a jamais été aussi faible et laisse entrevoir une crise politique qui interroge bien au-delà de ce seul mandat. Ces élections intermédiaires dépassent le simple effet essuie-glace auquel l'ensemble des exécutifs nationaux sont soumis depuis plus de 30 ans. C'est la représentation politique elle-même qui est aujourd'hui mise en grave difficulté avec un système de défiance généralisé.

Le MRC maintient l'essentiel de ses positions

Le bilan de cette séquence pour le Mouvement Républicain et Citoyen est contrasté.

Aux élections municipales, dans les principales communes détenues par le MRC, la plupart des sortants ont été réélus ; on soulignera entre autres : au Kremlin-Bicêtre avec Jean-Luc Laurent, à Saint-Pol sur Mer avec Christian Hutin, à Pont du Château avec René Vinzio, à Séné avec Luc Foucault, à Coudekerque-Branche avec David Bailleul, à Souchez avec Jean-Marie Alexandre, à Bengy-sur-Craon avec Denis Durand. Seule la ville de Méry-sur-Oise a été perdue dans une configuration locale particulière puisque le maire sortant MRC ne pouvait pas se représenter et que le candidat MRC à sa succession a été confronté au premier tour à une liste dissidente menée par un adjoint sortant. A Belfort enfin, la ville était d'ores et déjà considérée comme perdue depuis l'été 2012 et la trahison du successeur de Jean-Pierre Chevènement parti rejoindre le PS. La perte de la commune d'Offémont dans le Territoire-de-Belfort peut également être signalée dans un contexte où la grande majorité des communes du département ont basculé de gauche à droite. En Île de France, la perte de Méry-sur-Oise a été compensée par la belle reconquête des Ulis par Françoise Marhuenda et Paul Loridant en Essonne.

Au total, le MRC a globalement maintenu ses positions dans un contexte national pourtant singulièrement difficile pour la gauche.

Acte I, la débâcle des municipales

Jamais une élection municipale n'avait donné lieu à telle déroute pour l'exécutif et la majorité présidentielle. En 1983, la sanction électorale pour la gauche arrivée deux ans plus tôt au pouvoir avait déjà été retentissante : 31 villes de plus de 30.000 habitants avaient basculées au moment même où le gouvernement annonçait le fameux tournant de la rigueur (ou parenthèse libérale). Pour prendre la mesure de cette défaite historique en 2014, c'est 68 villes de plus de 30.000 habitants qui ont basculé au centre, à droite ou à l'extrême droite. Auxquelles il convient d'ajouter quelques villes (non des moindres) qui ont basculé du PS à une gauche alternative,

souvent critique de l'action du gouvernement : c'est le cas à Dunkerque, Grenoble, La Rochelle, Montpellier. C'est aussi le cas des Ulis reconquise par le MRC (Françoise Marhuenda) au détriment de la socialiste sortante.



Derrière ce résultat, c'est toute l'architecture politique locale qui se trouve modifiée avec la fin d'un cycle : celui du renouveau du socialisme municipal qui avait pris racine dans le pays progressivement à partir de 1977. Il avait permis à la fois l'implantation de nombreux élus locaux qui sont devenus au cours des années 80 les acteurs de terrain de la décentralisation et d'une nou-

velle forme d'aménagement du territoire, mais constituait aussi un maillage politique local comme base de repli.

Le bilan est d'autant plus cruel qu'il révèle le divorce avec les classes laborieuses. A regarder dans le détail, ce sont les villes de petite ou moyenne taille, majoritairement situées dans le quart nord-est de la France et la vallée du Rhône, historiquement à gauche ou anciennes cités industrielles, qui ont le plus massivement basculé à droite. Parmi elles, la liste est édifiante : Aubagne, Belfort, Berck, Béthune, Chambéry, Charleville-Mézières, Hazebrouck, Limoges, Loos, Montbéliard, Monceau les Mines, Riom, Roanne, Romans sur Isère, Saint-Chamond, Saint-Claude, Saint-Dié des Vosges, Saint-Etienne, Saint-Omer, Thionville, Tourcoing, Valence, Valentigney, Voiron.

Par contraste, la gauche qui résiste le mieux se situe dans les grandes métropoles, comme Paris, Lyon, Nantes, Rennes ou Strasbourg, qui sont aujourd'hui les bénéficiaires de la mondialisation. Ce constat, déjà perceptible lors des municipales de 2001 s'est confirmé, marquant ainsi une évolution incontestable de la sociologie politique du pays. Le mouvement d'exode de l'électorat populaire de la gauche se poursuit irrémédiablement.

Acte II, le naufrage des européennes

Dans la foulée, les élections européennes ont transformé la sanction en blâme pour la gauche en général et pour le parti socialiste en particulier. Avec 1/3 des suffrages exprimés en additionnant l'ensemble des forces, du centre gauche à la gauche radicale, jamais la gauche n'est apparue si faible dans le pays depuis des décennies. Avec moins de 20%, la gauche de gouvernement est balayée dans un scrutin qui a vu pour la première fois l'extrême droite virer en tête et une abstention de 57,6% des voix. Il est à noter que le score historiquement bas du PS n'a pas bénéficié aux autres partis de gauche comme ce fut le cas en 2008 : EELV a divisé son score par deux tandis que le Front de Gauche a péniblement maintenu sa performance autour de 6%. Ce scrutin est venu amplifier un phénomène déjà visible lors des présidentielles de 2002 : un FN très haut, une abstention importante et une gauche très faible.

Les européennes sont moins des élections qu'un sondage en condition réelle : les électeurs y expriment d'autant plus volontiers leurs humeurs qu'ils connaissent l'incapacité des députés élus à agir. Ainsi, nous avons vu une abstention massive se consolider, prenant une signification politique que de nombreux observateurs ou politologues ont soulignée. Il n'y a plus seulement une forme de négligence citoyenne dans l'absence de mobilisation, mais

aussi un refus de vote pouvant s'associer à une forme de grève de la citoyenneté.

La carte électorale des élections européennes est, elle aussi, instructive d'une part parce qu'il existe des contrastes régionaux significatifs, mais aussi parce que nous pouvons observer le phénomène de glissement de l'électorat de gauche vers le FN. Ainsi, c'est là où les listes de Marine Le Pen ont réalisé les meilleurs résultats que le PS et EELV ont réalisé à l'inverse les scores les plus médiocres. Dans le Nord-Ouest, le FN réalise un score de 33% là où le PS fait 12% et EELV 7%. Dans le grand Est, le FN fait 29%, le PS 13% et EELV 6%.



La cote d'alerte

Dans l'attente du troisième acte des élections sénatoriales et pour lesquelles on peut anticiper et craindre la perte de plusieurs dizaines de parlementaires pour la gauche et le basculement de la haute assemblée, la séquence des municipales et des européennes ouvre une crise politique dont il convient de mesurer l'ensemble des facteurs. Cette crise combine à la fois crise de la représentativité des élus dans un contexte de poujadisme renaissant, mais aussi une crise de la capacité et de la puissance du politique assujéti à la globalisation financière. Autrement dit, il s'agit d'une crise de la souveraineté qui est précisément l'articulation du pacte démocratique et de la puissance d'agir.

Cette crise est le précipité de plusieurs principes actifs : les renoncements de la gauche gestionnaire et son incapacité à penser le monde qui vient, l'abandon du roman national à l'extrême droite, la victoire idéologique du libéralisme économique et politique, les errements d'un système politique et institutionnel qui a progressivement favorisé pour les citoyens la constitution d'une « classe » dirigeante déconnectée de ceux dont elle a reçu mandat.

Le MRC doit tirer de cette séquence les leçons nécessaires pour formuler une proposition politique qui permette à la gauche de combattre ses démons, aux citoyens de renouer avec une certaine dignité du combat politique et à la France d'entretenir un patriotisme légitime pour reprendre confiance en son propre destin.

De la colère à l'indispensable sursaut

par Christian Hutin

29 mai 2005-25 mai 2014. Deux dates. Neuf ans les séparent. Mais elles sont intimement liées. Comment imaginer un seul instant que les Français, vieux peuple politique, n'allaient pas tirer de conséquences du déni de démocratie dont ils furent victimes lors du vol du résultat du référendum sur la « constitution européenne » ?

Les dégâts sont là. Un PS à 13%, une UMP à 20% mais devancée par le FN qui caracole à 25%. Certes l'abstention reste très élevée : 58%, mais le séisme politique annoncé a bien eu lieu. Alors bien sûr, comme à chaque fois nous entendons le chœur des pleureuses...qui se lamentent des conséquences de ce qu'elles ont produit.

Et tous de s'étonner, de se lamenter sur la France outragée par le FN en tête. Mais qui a entendu les souffrances du peuple, les angoisses des Français, les craintes des salariés, des ouvriers, des agriculteurs, des enseignants, des retraités ? Vote après vote, la liste de leurs différents « signaux » ne cesse de s'égrener...21 avril 2002, 29 mai 2005, 06 mai 2012 (élection de François Hollande qui devait réorienter la construction européenne), 30 mars 2014, 25 mai 2014...Sans compter toutes les élections législatives partielles qui toutes exprimaient les mêmes préoccupations. Grand peuple français, d'une infinie patience...



Alors oui, voilà des années que les Françaises et les Français disent qu'ils n'en peuvent plus, que s'en est assez, qu'ils veulent autre chose. Voilà bientôt dix ans que le rêve européen s'est transformé en cauchemar libéral au sein duquel ne règne que la concurrence libre et non faussée. Concurrence que l'on veut à toute force graver dans le marbre du traité de libre échange entre l'Europe et les Etats Unis d'Amérique. Mais un jour la rupture est atteinte, déjà la colère gronde, car nous savons bien que se sont les fondements même de la République qui sont atteints et remis en cause.

Notre devoir est aujourd'hui d'offrir une perspective crédible et raisonnable au peuple français. Rien ne se fera sans un travail de fond sur la reconquête de notre souveraineté, ce qui permettra de vraies coopérations internationales et la mise en commun de véritables politiques communes indispensables à notre développement.

Nous le sentons bien, il faut remettre le métier sur l'ouvrage.

Le MRC avec son programme de salut public et ses contre-propositions au programme de responsabilité du Gouvernement, est particulièrement bien armé pour remplir cette nouvelle tâche historique.



Pacte de responsabilité

Le contre-projet du MRC

par Marie - Françoise Bechtel

Lors du dernier Conseil National, nous pointions les carences du Pacte de responsabilité proposé par le Gouvernement qui constitue en réalité une tentative de réponse bien incomplète et inadaptée à une question pertinente : celle de notre compétitivité.

Le groupe de travail que j'ai constitué il y a quelques semaines propose aujourd'hui un contre-projet Républicain qui prend en compte l'ensemble des facteurs susceptibles de restaurer la compétitivité française : monnaie, investissement, énergie, montée en gamme.

Il y a lieu de se féliciter de ce contre-projet, d'autant plus qu'il arrive à point nommé dans le cadre de la discussion du projet de loi de finances rectificative. Sur cette base, les députés du MRC déposeront plusieurs amendements, propositions de résolution et de groupes de travail afin d'ouvrir une autre voie vers le redressement de notre pays.

Vous trouverez ci-joint ce contre-projet édité sous forme de brochure grâce à David Bouderballa, celles-ci seront disponibles en nombre dans les prochains jours. D'ici là, vous pouvez le télécharger sur notre site. Diffusez-le !

Les jeunes en ordre de bataille !

par Anthony Brocvielle

Le 8 avril dernier, les camarades du Comité National Jeunes m'ont renouvelé leur confiance.

Pour rappel, j'assurais l'intérim depuis le 8 février.

J'aurai toujours à cœur de servir ce beau comité jusqu'à la fin du mandat qui vient de m'être confié.

Jusqu'à ce jour, le comité était quelque peu en mauvaise posture. Il doit se relever.

Aussi, j'ai proposé aux jeunes du MRC un projet simple, sans ambition superflue, mais réaliste :

- faire du comité jeunes un lieu de formation pour les jeunes de notre mouvement ;
- avoir une communication simple mais efficace ;
- retrouver un « rythme de croisière » en nous rencontrant à minima une fois tous les trois mois.

Nous nous mettons d'ores et déjà au travail puisque nous nous sommes réunis le 17 mai dernier pour une réunion spécifique sur le thème des élections européennes. Cette réunion s'est déroulée en deux temps : un premier pour une discussion entre jeunes du MRC et un second qui fut l'occasion d'avoir un réel échange avec Jean-Luc Laurent.

Cette réunion fut enrichissante pour tout le monde. Nous nous sommes à nouveau rencontrés fin juin.

Nous avons pour projet de rédiger des règles simples qui devront encadrer la vie de notre comité. Ce travail se fera en commun au cours des prochaines réunions.

Le comité jeunes propose également au SN une offre de service pour être en appui de celui-ci. Nous sommes disposés à pouvoir notamment rédiger du matériel militant et faire campagne sur les réseaux sociaux sur des sujets porteurs pour le MRC ou sur son actualité (réforme territoriale, campagne d'adhésions, etc.)

Notre mouvement a en son sein un formidable comité réunissant de multiples talents. Je ne doute pas un instant que nous saurons faire face aux défis qui sont les nôtres.

CAEN
19/20/21
SEPTEMBRE



QUEL PROJET POUR UN **SURSAUT** RÉPUBLICAIN



SOIRÉE DU VENDREDI 19

19h **DÎNER-DÉBAT** avec Didier MOTCHANE :
GAUCHE : CE QU'ON LUI FAIT DIRE ;
CE QUE CELA DEVRAIT DIRE ?
et Jean-Yves AUTEKIER :
LA MONDIALISATION NE PÉRIME QUE
LES NATIONS QUI S'ABANDONNENT.

MATINÉE DU SAMEDI 20

10h Accueil de Pascal BLANCHETIER,
conseiller municipal de Caen.
10h10 Ouverture, par Jean-Luc LAURENT,
président du MRC.
10h20 Introduction de l'université de rentrée par
Julien LANDFRIED, secrétaire national du MRC
chargé de la communication et des universités d'été.

10h30-12h **TABLE RONDE N°1**
**EUROPE, LIBRE-ÉCHANGE, MONDIALISATION :
LEVER LES TABOUS**
animée par Patrick QUINQUETON, secrétaire
national du MRC au projet. Avec Coralie DELAUME,
auteur de *Europe, les États désunis* (Michalon,
2014) ; Bruno MOSCHETTO, économiste,
professeur à la Sorbonne et HEC, secrétaire national
du MRC aux questions économiques et
d'autres intervenants...

APRÈS-MIDI DU SAMEDI 20

14h - 16h **ATELIERS**
**Atelier n°1 : QUEL ETAT POUR QUELLE RÉFORME
TERRITORIALE ?**, animé par Martine SOUVIGNET,
secrétaire nationale du MRC à l'État et à la réforme
territoriale et Jean-Marc NIKOLLE, président de
l'ARECA.
**Atelier n°2 : QUELLE INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE
POUR LA FRANCE ?** animé par Gérard PIERRE,
Christophe MOUTON, secrétaires nationaux du MRC.
**Atelier n°3 : LA POLITIQUE INDUSTRIELLE DE LA
FRANCE : ENTRE CONTRAINTES ET VOLONTARISME**,
animé par Claude NICOLET, secrétaire national du
MRC et Thierry COTELLE, secrétaire national du MRC
à la politique industrielle



UNIVERSITÉ
DE RENTRÉE

2014

CENTRE DE
CONGRÈS

16h30 - 18h30 **TABLE RONDE N°2**
QUELLE RÉPONSE À LA CRISE POLITIQUE ?

animée par Catherine COUTARD, vice-présidente
du MRC. Avec Bastien FAUDOT, secrétaire national
du MRC, conseiller municipal de Belfort et d'autres
personnalités politiques et intellectuelles.

19h **POT DE L'AMITIÉ**

20h **BANQUET RÉPUBLICAIN**

MATINÉE DU DIMANCHE 21

10h Synthèse de la première journée, par Julien
LANDFRIED, secrétaire national du MRC chargé de
la communication et des universités d'été

10h10 Introduction, par Sami NAÏR

10h20-12h00 **TABLE RONDE N°3**
**CRISE DE LA SOCIÉTÉ, CRISE DE LA POLITIQUE :
UN PROGRAMME DE SALUT PUBLIC**

animée par Marie-Françoise BECHTEL,
députée, vice-présidente du MRC.
Avec Jean-Pierre CHEVÈNEMENT, ancien ministre ;
Thierry ROCHEFORT, universitaire, secrétaire
national du MRC, co-rédacteur du contre-projet
du MRC au pacte de responsabilité et d'autres
intervenants...

12h Intervention de clôture de l'université de rentrée,
par Jean-Luc LAURENT, député du Val-de-Marne,
président du MRC.

RETROUVEZ L'UNIVERSITÉ
DE RENTRÉE SUR



#URMRC

CAEN
19/20/21
SEPTEMBRE



BULLETIN D'INSCRIPTION

	Plein tarif	Tarif réduit (étudiants, chômeurs)	
INSCRIPTION SEULE (obligatoire)	25 euros	10 euros	<input type="checkbox"/>
DÎNER DU VENDREDI SEUL	18 euros	13 euros	<input type="checkbox"/>
DÉJEUNER DU SAMEDI SEUL	20 euros	10 euros	<input type="checkbox"/>
BANQUET RÉPUBLICAIN SEUL	30 euros	20 euros	<input type="checkbox"/>
FORFAIT GLOBAL (réduction de 25% par rapport à la participation à la carte)	70 euros	40 euros	<input type="checkbox"/>

Cocher la/les prestation(s) retenue(s)

NOM :
 Prénom :
 Adresse :
 Tél :
 Courriel :

QUEL PROJET
POUR UN **SURSAUT**
RÉPUBLICAIN



MRC UNIVERSITÉ DE RENTRÉE **2014** CENTRE DE CONGRÈS

MODALITES D'INSCRIPTION : Il est impératif de renseigner un bulletin par personne.
 Joindre un chèque à l'ordre de **MRC Basse-Normandie** (un chèque par personne).
 Envoyer le bulletin et le règlement **avant le 12 septembre 2013** à :
Pascal BLANCHETIER - MRC, 92 Rue Saint-Pierre, 14000 CAEN.

Infos : 06 80 70 10 28
mrc.calvados@orange.fr

© Conseil Régional de Basse-Normandie / MRC Basse-Normandie

Un pli peut contenir plusieurs inscriptions mais pour faciliter le travail des organisateurs, il est impérativement demandé un bulletin d'inscription et un chèque par personne.

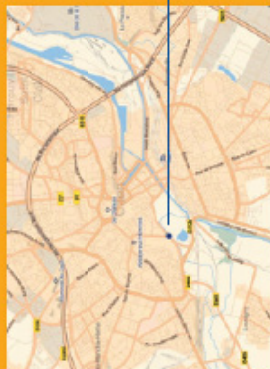
CAEN
19/20/21
SEPTEMBRE



QUEL PROJET
POUR UN **SURSAUT**
RÉPUBLICAIN



MRC UNIVERSITÉ DE RENTRÉE **2014** CENTRE DE CONGRÈS



CENTRE DE CONGRÈS
 13 Avenue Albert Sorel, 14000 CAEN
 Tél : 02 31 85 10 20
 site : <http://www.caenevent.fr/sites/centre-de-congres>

TRANSPORTS

ALLER VENDREDI 19	ALLER SAMEDI 20	RETOUR DIMANCHE 21
PARIS ST-LAZARE > CAEN 06h45 - 08h52 07h05 - 08h57	PARIS ST-LAZARE > CAEN 05h54 - 11h42	CAEN > PARIS ST-LAZARE 14h57 - 16h46 16h09 - 18h16 17h09 - 19h16
07h43 - 10h19 08h45 - 10h52 14h08 - 16h19 15h08 - 16h59 15h42 - 18h23 16h43 - 18h52 17h08 - 18h59		CAEN > PARIS MONTPARNAASSE 12h50 - 16h19



ATTENTION ! Aucun train n'arrive en gare de Caen le samedi matin avant 11h30. Une arrivée la veille de l'Université de rentrée est donc conseillée pour pouvoir la suivre dans son intégralité.

HÉBERGEMENTS

Hôtel Mercure ****
 02 31 47 24 24
 Parking payant
 1 rue de Courtonne, Caen

Hôtel Ibis ****
 02 31 95 88 88
 6 Place Courtonne, Caen

Hôtel de la Fontaine **
 02 31 85 31 70
 26 Rue De La Fontaine, Caen

Hôtel Crocus
 02 31 74 20 20
 98 Boulevard Yves Guillou,
 Caen

Hôtel Ibis
 02 31 95 60 00
 Bd du Grand Parc
 La Grand Parc 6,
 Hérouville-Saint-Clair

RETROUVEZ L'UNIVERSITÉ DE RENTRÉE SUR **#URMRC**

© Conseil Régional de Basse-Normandie / MRC Basse-Normandie